



## **Message d'ALERTE des comités de Défense des Hôpitaux des Territoires Bretons aux membres de la CRSA**

Mesdames, Messieurs,

Le PRS 3 a été validé en octobre dernier après une année de débats intenses.

Malgré un avis général négatif de votre part, l'ARS Bretagne est passée outre sans modifications significatives de son document.

De nombreuses zones d'ombre apparaissent tant dans les moyens à mettre en œuvre que dans les outils à développer pour résorber les difficultés d'accès aux soins dans de nombreux territoires.

Pire celles-ci s'aggravent très rapidement.

Dans un courrier que votre président, Monsieur Ollivier, a adressé au gouvernement fin février via le président de la Conférence Nationale de la Santé, celui-ci alerte précisément sur la dégradation de l'accès à tous les types de structures par manque de moyens et par épuisement des professionnels. Depuis février, dans de nombreux établissements et sur tous les territoires bretons, cette dégradation s'est accélérée et met en danger la vie des citoyens.

Il ne s'agit plus d'une inquiétude mais d'une peur viscérale ressentie et vécue par de nombreux usagers surtout en situation non programmée.

On peut citer les accouchements sur les voies rapides (Guingamp) les urgences fermées (Lannion, Pontivy, Carhaix) les délais de rendez-vous qui deviennent exponentiels, voire impossibles, etc.

Les solutions imposées par les directions hospitalières sont délétères quand elles ne sont pas abusives, très éloignées de la réalité du terrain vécue par les patients et les personnels.

Aujourd'hui, vous allez devoir donner votre avis sur le Schéma Régional de Santé qui impactera durablement la vie des bretons sans possibilité d'un retour crédible à une situation tolérable et cohérente.

Dans ce SRS, on note que les autorisations d'activités ne sont toujours pas accessibles. Il s'agirait donc pour vous de signer un « chèque en blanc » à l'ARS.

Nous attendons donc de vous que vous exigiez catégoriquement des organismes de tutelle qu'ils engagent des actions immédiates pour mettre un coup d'arrêt au dépérissement de notre service public de santé provoqué par une gestion calamiteuse des besoins sans cesse accrus de la population et une politique de la santé fondée sur des critères de gestion économique à courte vue.

L'urgence vitale de notre situation sanitaire ne peut pas se satisfaire de la lenteur du temps politique.

Comptant sur votre compréhension et étant assurés que vous serez sensibles à nos arguments, soyez assurés de nos salutations citoyennes, militantes et engagées .

***Les comités de défense des hôpitaux de Lannion-Trestel, Guingamp, Dinan-St Malo, Concarneau, Douarnenez, Ploërmel, Landerneau, Pontivy-Loudéac, Carhaix***

*Bégard, le 27 mars 2024*